

DANIEL PANTOBE

Docteur en Economie, démographe,
53 ans, 2 enfants.

Suppléant :

ARLETTE DELOFFE,
Secrétaire.



La politique de rigueur économique dite du "Franc Fort" menée depuis 1983, tous gouvernements confondus, a permis à la France de restaurer son crédit, reconquérir des parts du marché international et ainsi conforter sa place de 4ème puissance économique mondiale. Tous les français doivent s'en féliciter.

Mais la rigueur a eu pour contrepartie le **chômage** qui crée la **pauvreté** et **l'insécurité** en même temps qu'il met en danger notre système de **protection sociale** par suite de la baisse du nombre des cotisants. Autrement dit la **politique du Franc Fort a eu des effets pervers** que nos hommes politiques n'ont su ni prévoir ni combattre. Pire, ils apparaissent clairement incapables de le faire, enfermés qu'ils sont dans d'incompréhensibles querelles constitutionelles, des luttes pour le pouvoir ou des tripatouillages douteux.

Les réformateurs affirment que la lutte contre le chômage consiste à créer, non pas de petits boulots, mais bien de **vrais emplois** où les français seront occupés à concevoir, fabriquer et vendre des produits nouveaux et exclusifs. C'est la seule solution. Toutes les autres ne sont que palliatives. **Il faut relancer la créativité française :** revoir notre politique de recherche fondamentale et appliquée, stimuler l'innovation, réformer notre système d'éducation, développer l'apprentissage... etc... **Il faut redynamiser notre système économique et social.** Il s'agit donc d'un vaste chantier et il est incompréhensible que toutes ces questions ne fassent pas l'objet d'un vaste débat au sein de notre société.

De même, il est inadmissible que devant la faillite annoncée de notre système de protection sociale et de retraite les partenaires sociaux soient restés inertes. Il est incroyable que l'on laisse s'installer l'exclusion et que se créent des communautés de marginaux qui, s'affranchissant des valeurs fondamentales et des lois de la République, font naître dans nos villes et banlieues des îlots d'insécurité où personne, pas même la police, n'ose s'aventurer.

Il est urgent de **mettre fin aux blocages, incohérences, négligences et démissions** de notre société pendant que c'est encore possible. N'attendons pas que les situations deviennent ingérables. C'est pourquoi les réformateurs jugent indispensable de rassembler les **citoyens** en une véritable **"société active"** capable de redonner à chacun la véritable mesure de son rôle dans la communauté.

Le mouvement des réformateurs milite donc pour le référendum d'initiative populaire y compris au niveau local, pour la **restriction du cumul des mandats** en tout cas du cumul des rémunérations, pour que les responsables des finances publiques soient engagés sur leurs biens propres, pour la **surveillance du patrimoine des élus** et enfin pour que ministres et hauts fonctionnaires relèvent des **mêmes juridictions que les autres citoyens** : il faut abolir cette détestable distinction entre société civile et classe politique. Car que sont les hommes politiques sinon des membres de la société civile à qui on a délégué le pouvoir d'agir pour le bien de tous.

Bien d'autres points sont abordés dans le **programme des réformateurs**. Lisez-le. Il contient des propositions concrètes qu'il nous faudra discuter ensemble, car loin de penser qu'ils détiennent la vérité, **les réformateurs veulent rendre le pouvoir aux citoyens.**

Imprimerie RAS

MOUVEMENT DES REFORMATEURS MR

Vu les candidats.